



L'histoire cachée des relations franco-américaines

Par [Pierre Hillard](#)

Mondialisation.ca, 25 mars 2007

[Observatoire de l'Europe](#) 23 mars 2007

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Voici l'histoire d'une Fondation très puissante et largement méconnue: la *French American Foundation* (FAF) dont le but de resserrer les liens franco-américains dans tous les domaines. Cette Fondation dispose de deux sièges: New-York et Paris. Son influence est considérable si l'on en juge par ses dirigeants, ses appuis financiers et ses cadres. On y est surpris de découvrir les noms de certaines personnalités françaises.

RECTIFICATIF: Contrairement à ce qui a été écrit ci-dessous, Nicolas Dupont-Aignan n'est pas « membre » de la Fondation franco-américaine, mais son nom figure dans la liste des Young Leaders.



Lors de sa visite aux États-Unis, Nicolas Sarkozy prononça un discours, le 12 septembre 2006, à la *French American Foundation* (FAF, la « Fondation franco-américaine »). Rappelant la nécessité de « rebâtir la relation transatlantique (...) et de favoriser la constitution d'une Europe politique forte et influente sur la scène internationale »[1], le prétendant à l'Élysée a dû ravir par ces propos les dirigeants de cette Fondation largement méconnue. L'étude de celle-ci est pourtant profitable afin de mieux saisir les liens ô combien étroits qui lient les élites franco-américaines.

La FAF doit son origine aux actions de trois éminents américains[2] : James G. Lowenstein, membre entre autres du *Council on Foreign Relations* (le CFR) où s'élabore la politique étrangère des États-Unis et dont l'équivalent britannique est le *Royal Institute of International Affairs* (*RIIA dit Chatham House*) ; James Chace, directeur de la rédaction de *Foreign Affairs*, revue du CFR et de Nicholas Wahl, professeur de science politique et fin connaisseur de la classe dirigeante française lui permettant des contacts en particulier avec le Général de Gaulle et Michel Debré[3]. S'appuyant dans les années 1970 sur tout un réseau[4] des milieux politiques, des affaires, de la presse et universitaires français comme Olivier Chevrillon, un des fondateurs de la revue *le Point* ; Pierre Jouven, président de Péchiney ; Jean-Louis Gergorin (futur membre du comité exécutif d'EADS) et Thierry de Montbrial (futur président de l'Institut français des relations internationales, l'IFRI) co-dirigeants à l'époque le Centre d'analyse et de prévision (le CAP) du ministère des Affaires étrangères de 1973 à 1984, ils obtinrent l'appui officiel de Valéry Giscard d'Estaing. Ce dernier, lors d'un dîner à l'ambassade de France aux États-Unis, annonça la création d'une double Fondation franco-américaine, le 18 mai 1976, en accord avec le président américain Gerald Ford et le secrétaire d'État Henry Kissinger[5]. Ainsi, la *French American Foundation* (la FAF) vit le jour avec un siège à New-York et l'autre à Paris. Comme le rappellent les textes officiels : « L'objectif de la Fondation franco-américaine est de renforcer la relation franco-américaine considérée comme un élément essentiel du partenariat transatlantique »[6]. Pour accomplir cet idéal, les bonnes fées de la finance, de la grande presse, de l'université et de la politique se sont pressées autour du tout nouvel institut. Les grâces ont été particulièrement abondantes.

En effet, la branche américaine a bénéficié d'appuis inestimables. Il n'est pas possible de nommer l'intégralité des dirigeants et des contributeurs financiers en raison de la liste impressionnante des participants. Cependant, on peut relever parmi les membres anciens et nouveaux en 2007 : John D. Negroponte, plusieurs fois ambassadeurs et dont la dernière nomination se déroule à Bagdad, membre du CFR, il a été un des présidents de la FAF de New York ; Ernest-Antoine Sellière, ancien président du patronat français et européen (le MEDEF et l'UNICE) ; les anciens ambassadeurs américains en France, Félix G. Rohatyn, et François Bujon de l'Estang à Washington[7] ; ou encore l'actuel président de la FAF de New York, Nicholas Dungan[8] dont les activités se sont déployées au sein de la très atlantiste Chatham House[9]. Par ailleurs, les appuis financiers ne manquent pas puisqu'on peut relever des noms prestigieux comme David Rockefeller, fondateur de la Trilatérale et président honoraire du CFR ; Franck Carlucci, ancien secrétaire adjoint à la CIA et ancien secrétaire à la défense du président Reagan, il a été le directeur du très puissant Groupe Carlyle. Cette société d'investissements américaine est très impliquée dans l'industrie de la défense tout en étant proche de l'administration Bush. Enfin, nous pouvons relever parmi les contributeurs : EADS, l'Oréal USA ou encore la Société Générale[10].

La FAF française n'a pas à rougir de sa jumelle new-yorkaise. Dirigée au début par le président de Péchiney jusqu'en 1982, Pierre Jouven, la Fondation est présidée depuis 1997

par Michel Garcin[11], Directeur général de Hervé Consultants (spécialiste en accompagnement d'entreprises). Le Conseil de surveillance[12] réunit EADS France, BNP Paribas, la Caisse des dépôts et des représentants comme Yves de Gaulle (secrétaire général de Suez), Jean-Louis Gergorin (vice-président de la coordination stratégique chez EADS, mais dont les activités ont cessé avec l'affaire Clearstream) ou Marwan Lahoud, PDG du leader européen dans le secteur des missiles MBDA dont EADS est actionnaire à 37,5% et dont le frère Imad Lahoud a connu quelques démêlés judiciaires en liaison avec Jean-Louis Gergorin lors de l'affaire Clearstream. Enfin, nous pouvons ajouter que la FAF française est soutenue par le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'éducation nationale ou encore l'Institut d'Études politiques de Paris[13].

Cependant, l'action de la FAF est encore plus considérable en raison de sa capacité à recruter des personnes appelées à occuper de hautes fonctions. C'est dans le programme intitulé Young Leaders qu'une véritable sélection s'opère. Comme l'affirment clairement les textes officiels : « Le programme phare des Young Leaders, piloté par les deux entités (ndlr : New-York et Paris), vise à créer et à développer des liens durables entre des jeunes professionnels français et américains talentueux et pressentis pour occuper des postes clefs dans l'un ou l'autre pays »[14]. Au sein de la sélection, c'est le professeur de science politique américain et membre du CFR, Ezra Suleiman, qui fut l'unique responsable de 1981 à 1984, puis de 1994 à 2001, du recrutement des Young Leaders en France[15]. Après une sélection drastique, seuls 125 Américains et 126 Français composent les Young Leaders depuis 1981. Dans le cas de la FAF américaine, nous pouvons citer les noms suivants avec la date d'admission : Antony Blinken (1998, ancien conseiller en politique étrangère du président Clinton), Ian Brzezinski (2001, chargé aux affaires de défense de l'OTAN, fils du célèbre géopolitologue Zbigniew Brzezinski), le général Wesley K. Clark (1983, ex-commandant en chef des troupes de l'OTAN en Europe), le président Clinton (1984) et Hillary Clinton (1983, sénateur)[16]. Dans le cas de la FAF française, nous pouvons relever en particulier : Philippe Auberger (1989, député UMP), Yves Censi (2003, député UMP), Jérôme Chartier (2003, député UMP), Nicolas Dupont-Aignan (2001, député UMP, Debout la République), Alain Juppé (1981, député UMP), Éric Raoult (1994, député UMP), Valérie Pécresse (2002, député UMP), Jacques Toubon (1983, député UMP), François Hollande (1996, député socialiste), Arnaud Montebourg (2000, député socialiste), Pierre Moscovici (1996, député socialiste), Alain Richard (1981, socialiste, ancien ministre de la Défense), Henri de Castries (1994, Directeur général du groupe AXA assurances), Emmanuel Chain (1999, journaliste), Jérôme Clément (1982, Président d'ARTE), Annick Cojean (2000, journaliste au Monde), Jean-Marie Colombani (1983, Directeur de la publication du Monde), Matthieu Croissandeau (2002, rédacteur en chef adjoint du Nouvel Observateur), Jean-Louis Gergorin (1994), Bernard Guetta (1981, journaliste à France Inter), Erik Izraelewicz (1994, rédacteur en chef des Echos), Laurent Joffrin (1994, PDG de Libération), Jean-Noël Jeanneney (1983, président de la BNF), Sylvie Kaufmann (1998, journaliste au Monde), Yves de Kerdrel (2005, journaliste aux Echos), Marwan Lahoud (1999), Anne Lauvergeon (1996, présidente d'AREVA), François Léotard (1981, ancien ministre de la Défense), Alain Minc (1981), Laurent Cohen-Tanugi (1996, Sanofi-Synthélabo et membre du conseil d'administration du think tank « Notre Europe » créé par l'ancien président de la Commission Jacques Delors[17]), Christine Ockrent (1983), Olivier Nora (1995, président des Editions Grasset), Denis Olivennes (1996, président de la FNAC) ... etc[18].

Une telle représentation souligne l'influence capitale qu'exerce la French-American Foundation dans les liens franco-américains[19]. Cette fondation organise aussi différentes conférences sur la défense, le journalisme, l'éducation ou la santé. Nous trouvons parmi les

participants, outre les personnes citées ci-dessus, des noms bien connus comme Jean-François Copé (porte-parole du gouvernement Chirac en 2007), Michel Barnier (conseiller politique de Nicolas Sarkozy en 2007), Nicolas Beytout (Directeur de la rédaction du Figaro), le général Henri Bentegeat (chef d'État-major des armées) etc.[20]. Tous ces colloques poursuivent, bien entendu, le but suprême de servir au mieux les intérêts de l'humanité.

Notes

[1] <http://www.u-m-p.org>

[2] http://www.frenchamerican.org/board_directors.htm |

[3] <http://www.frenchamerican.org/pdf/faf%20-%20catalog%20printer.pdf>

[4] <http://www.french-american.org/srt/extra/flb/minisite/show?location.id:=1198&id:=60>

[5] <http://www.frenchamerican.org/pdf/faf%20-%20catalog%20printer.pdf>

[6] <http://www.frenchamerican.org/statement.html>

[7] http://www.frenchamerican.org/board_directors.html

[8] http://www.frenchamerican.org/about_president.html

[9] <http://www.chathamhouse.org.uk/>

[10] <http://www.frenchamerican.org/cgi-bin/contributors.cgi>

[11] <http://www.french-american.org/srt/extra/flb/minisite/show?location.id:=1338&id:=36>

[12] <http://www.french-american.org/srt/extra/flb/minisite/show?location.id:=1338&id:=35>

[13] <http://www.french-american.org/srt/extra/flb/minisite/show?location.id:=1338&id:=68>

[14] Rapport d'étude pour le ministère des Affaires étrangères, analyse du processus de sélection des Young Leaders français pour la période 1981-2005, *French American Foundation*, Paris et New-York, p. 4.

[15] Ibid., p. 6.

[16] <http://www.french-american.org/srt/extra/flb/minisite/show?location.id:=1381&id:=123>

[17] <http://www.notre-europe.eu/fr/qui-sommes-nous/conseil-dadministration/>

[18] <http://www.french-american.org/srt/extra/flb/minisite/show?location.id:=1381&id:=124>

[19] Cette coopération s'illustre aussi dans le domaine économique. En effet, la FAF a organisé un colloque intitulé « Economies européennes et américaines, l'impossible divorce » sous la direction de Joseph P. Quinlan. Auteur d'un document paru en 2003 sous le titre « Drifting apart or growing together ? The primacy of the transatlantic economy », Joseph P. Quinlan a co-écrit avec Daniel S. Hamilton l'ouvrage de référence en matière de marché transatlantique sans entraves "Deep integration" dont le président de la Commission européenne, José Barraso, a tant vanté la valeur à la School of advanced International

Studies (SAIS) le 18 octobre 2005.

[20] Rapport annuel 2003-2004, *French-American Foundation*. Cette fondation décerne chaque année le Prix Benjamin Franklin « à une personne qui, à travers sa vie, a œuvré à l'amélioration des relations entre la France et les États-Unis » comme le rappelle le rapport de la FAF. Les lauréats de ce Prix sont : l'ambassadeur C. Douglas Dillon, l'ambassadeur Walter J.P. Curley, Médecins sans frontières, Bernard Arnault (groupe de luxe LVMH), Michel David-Weill (ancien Président de Lazard Frères), la famille Forbes et Maurice Lévy (Président du Directoire de Publicis Groupe), op. cit, p. 30.

La source originale de cet article est [Observatoire de l'Europe](#)
Copyright © [Pierre Hillard](#), [Observatoire de l'Europe](#), 2007

Articles Par : [Pierre Hillard](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca